

Revue d'études comparatives Est-Ouest

<http://www.necplus.eu/REC>

Additional services for *Revue d'études comparatives Est-Ouest*:

Email alerts: [Click here](#)

Subscriptions: [Click here](#)

Commercial reprints: [Click here](#)

Terms of use : [Click here](#)



Avant-propos La Moldavie au défi de crises multiples

Julien Danero Iglesias, Petru Negură et Djordje Tomic

Revue d'études comparatives Est-Ouest / Volume 46 / Issue 01 / March 2015, pp 5 - 16

DOI: 10.4074/S0338059915001011, Published online: 01 June 2015

Link to this article: http://www.necplus.eu/abstract_S0338059915001011

How to cite this article:

Julien Danero Iglesias, Petru Negură et Djordje Tomic (2015). Avant-propos La Moldavie au défi de crises multiples. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 46, pp 5-16 doi:10.4074/S0338059915001011

Request Permissions : [Click here](#)



AVANT-PROPOS LA MOLDAVIE AU DÉFI DE CRISES MULTIPLES

JULIEN DANERO IGLESIAS, PETRU NEGURĂ ET DJORDJE TOMIC

Research associate, University of Glasgow ; Julien.DaneroIglesias@glasgow.ac.uk
Lector, Universitatea Pedagogică de Stat «Ion Creangă» (Chişinău) ;
petru.negura@gmail.com
Wiss. Mitarb., Lehrstuhl für Südosteuropäische Geschichte Department,
Humboldt-Universität zu Berlin ; tomicdor@hu-berlin.de

Depuis son accession à l'indépendance, le 27 août 1991, la Moldavie a connu des transformations politiques, sociales et économiques complexes qui restent relativement peu connues et peu analysées dans l'espace académique occidental. Si les médias évoquent régulièrement les tensions et les crises qui font l'actualité moldave, les travaux de sciences sociales prenant appui sur ce terrain restent trop rares. Ce numéro de la *Revue d'études comparatives Est-Ouest* souhaite donc, avec ce numéro consacré à la Moldavie, contribuer à l'avancement des connaissances sur les transformations engagées depuis vingt ans dans cet espace, dans leur spécificité et dans leur européenité.

Les réflexions présentées ici sont issues d'une journée d'étude organisée au Centre Marc Bloch à Berlin en décembre 2012, avec le soutien de la Südosteuropa-Gesellschaft (SOG), de l'Europäische Akademie Berlin et de l'Université franco-allemande¹. Rassemblant des articles de chercheurs d'universités de différents pays (France, Belgique, Roumanie, Moldavie, Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, Pays-Bas), ce numéro porte un regard pluridisciplinaire sur les évolutions observées en Moldavie, que ce soit à l'intérieur du pays ou dans leur dimension régionale et européenne.

1. DE L'INSTABILITÉ POLITIQUE AUX DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Au début des années 2010, la crise que traverse la Moldavie est d'abord d'ordre politique ; elle est due à l'inertie et l'incapacité des gouvernements, qui se sont succédé depuis les élections mouvementées d'avril 2009, à mettre en place un système politique, judiciaire et économique fonctionnel, en cohérence avec les réformes liées au processus de rapprochement avec l'Union Européenne. Alors que, dans un premier temps, l'instabilité a été provoquée par l'impossibilité d'élire un président (Henry, 2012), les partis qui ont formé la coalition pro-européenne au pouvoir n'en finissent plus de se déchirer tandis que le Parti des Communistes de République de Moldavie, malgré son départ du pouvoir en 2009, demeure un acteur politique de premier plan. Les jeux et les alliances politiques semblent changer au gré des événements et les ennemis d'hier n'hésitent pas à voter parfois d'une même voix, comme ce fut le cas en 2013 au sein du Parlement². Les cartes sont effectivement régulièrement redistribuées, et bien que les camps soient censés être nettement établis, les alliances sont loin de suivre les oppositions partisans ou proximités affichées entre les partis démocrates et

1. À ce projet ont collaboré Hannes Grandits et Djordje Tomić de l'Institut d'Histoire de l'Europe du Sud-Est de l'Université Humboldt, Beatrice Von Hirschhausen, Denis Thouard et Julien Danero Iglesias du Centre Marc Bloch et Petru Negură de l'Université pédagogique d'État « Ion Creanga » en Moldavie.

2. En 2013, l'un des partis du gouvernement pro-européen et traditionnellement opposé aux communistes – le Parti libéral démocrate – a choisi de voter des lois contre un autre parti de son propre gouvernement – le Parti libéral – avec le soutien de ses anciens ennemis communistes (ZDANIUK, 2013).

communiste. Les développements qui ont suivi les élections législatives du 30 novembre 2014 témoignent de ces retournements. Faute d'un accord entre les principaux partis pro-européens qui comptabilisaient la majorité des voix, c'est un gouvernement minoritaire réunissant des membres du PLDM (Parti libéral démocrate de Moldavie) et du PDM (Parti démocrate de Moldavie), qui fut composé autour du Premier ministre, Chiril Gaburici, fort du soutien du PLDM et du PCRM (Parti communiste). Le parti libéral, ancien allié du PLDM mais hostile à cette désignation, se retrouve désormais dans l'opposition (Henry, 2015).

Dans ce contexte particulier où les intérêts partisans et politiciens semblent dominer, les réformes nécessaires à la transformation de l'un des pays les plus pauvres d'Europe tardent à être mises en œuvre et le pays s'enfonce de plus en plus dans une crise économique et sociale qu'il semble n'avoir jamais quitté depuis l'indépendance. Les indicateurs de pauvreté atteignent les niveaux les plus bas d'Europe sur fond d'émigration massive, tandis que de fortes disparités économiques régionales continuent d'éloigner la capitale du reste du pays, et que la corruption se maintient à tous les échelons de la société. Les citoyens eux-mêmes ne cessent, depuis plus d'une dizaine d'années, d'alerter les élites (il est vrai, indirectement, surtout à travers les sondages) à propos des grands problèmes de société auxquels ils sont confrontés : les bas revenus, l'insécurité et le chômage. Ces enjeux économiques et sociaux semblent pourtant placés au second plan dans les débats publics, dominés par les enjeux identitaires et géopolitiques.

Les questions identitaires et géopolitiques sont en effet les principaux sujets qui alimentent les débats et les luttes politiques entre les différents partis, leaders politiques et groupes sociaux informels (Danero Iglesias, 2014 ; Parmentier, 2015). Les élections législatives du 30 novembre 2014, par exemple, ont mis ces thèmes sur le devant de la scène, aux dépens des questions économiques et sociales. Parallèlement, on constate la diminution progressive chez les citoyens moldaves de la confiance accordée aux institutions étatiques³ et, partant, du sentiment d'attachement à leur pays⁴, déjà assez fragiles dans le passé récent.

3. Voir le dernier Baromètre d'Opinion publique (BOP) de novembre 2014: <http://www.ipp.md/libview.php?l=ro&idc=156&id=681>.

4. On peut déduire cette estimation, par exemple, de certaines réponses des participants au sondage organisé par l'Institut des politiques publiques, le Baromètre

Ils dirigent toujours plus leurs espoirs vers des entités politiques extérieures, qu'il s'agisse de l'UE, de l'Union douanière, de la Roumanie ou de la Russie. Le conflit ouvert entre l'Ukraine et la Russie, au printemps 2014, justifie et entretient ces inquiétudes géopolitiques. Dans ce contexte, toute discussion publique sur d'autres sujets, comme le développement économique du pays, la lutte contre l'aggravation des précarités et des inégalités, sur fond d'affaires irrésolues de corruption dans les plus hautes sphères du pouvoir, passe au second plan. De fait, la focalisation du débat sur ces questions détourne le discours politique (Cazacu & Trifon, 2010, p. 230) de l'urgence des enjeux économiques et sociaux et révèle l'impuissance des autorités à y faire face.

2. UNE CRISE IDENTITAIRE ET GÉOPOLITIQUE HÉRITÉE DU PASSÉ

La définition de l'identité des Moldaves, de leur histoire et de leur lien au passé demeure contestée et la réponse à la question du « qui sommes-nous ? » (Dungaciu, 2009) peine à trouver une réponse unanime. Partagée historiquement entre l'Empire ottoman, l'Empire des tsars, la Grande Roumanie ou l'Union soviétique, territoire d'immigration et d'émigration, la Moldavie et ses populations ont connu des politiques nationales aux effets contradictoires (Brubaker, 1996), conçues dans des capitales parfois lointaines, qui empêchent aujourd'hui la définition endogène d'un projet national clair. Le caractère multiethnique de la population actuelle est le reflet de cette situation géographique et historique « à la croisée des chemins » (Parmentier, 2003), à un « carrefour » (Buduru & Popa, 2006). En effet, la population locale était composée, selon le recensement de la population de 2004, d'une majorité de Moldaves (75,8 %) et de nombreuses minorités notamment ukrainiennes (8,4 %), russes (5,9 %), de Gagaouzes (4,4 %)⁵, roumaines (2,2 %) et bulgares (1,9 %). Selon les données préliminaires du dernier

d'Opinion publique, de novembre 2011. À la question « Si vous aviez la possibilité de choisir, dans quels pays ou groupe de pays souhaiteriez-vous vivre ? », 27,3 % ont répondu « Dans mon propre pays, hors de toute union avec d'autres pays ou groupe de pays », tandis 26,5 % optaient pour l'Union européenne, 23,3 % pour l'ensemble Russie-Ukraine-Biélorussie-Kazakhstan et 11,5 % pour la CEI, dénommée par le Baromètre Union soviétique. Voir : <http://www.ipp.md/libview.php?l=ro&idc=156&id=580>.

5. Population d'origine turque, convertie à la religion chrétienne orthodoxe et parlant le gagaouze, langue proche du turc.

recensement de 2014, la population de la République de Moldavie voit significativement baisser la part des personnes se disant moldaves au profit de celles qui se déclarent roumaines (le nombre de ces dernières a décuplé, aux dépens des « Moldaves »)⁶. Le décalage entre les données des deux recensements (2004 et 2014) concernant les Moldaves et les Roumains est dû aux conditions dans lesquelles les deux recensements se sont déroulés : un certain nombre d'observateurs ont accusé leurs organisateurs d'avoir induit les réponses sur l'appartenance ethnique et linguistique des répondants. Ce décalage est également le résultat des débats identitaires qui ont eu lieu depuis 2004 et surtout après 2009.

Dans ce nouvel État qui, jusqu'alors, a toujours été une province ou une périphérie d'ensembles étatiques plus grands, la question de la « nation » – définie tantôt en termes ethniques, tantôt en termes civiques – se pose âprement. La majorité roumanophone se définit parfois comme « moldave », principalement dans le cas des personnes les plus âgées et dans les campagnes, tantôt comme « roumaine », principalement chez les plus jeunes et les plus éduquées et essentiellement dans les grandes villes du pays (Fruntașu, 2002). Parallèlement, la place des nombreuses minorités du pays est encore mal définie, partagées entre l'identification à la République de Moldavie, la référence identitaire encore forte à ce qu'ils considèrent comme leur patrie d'origine – l'« external homeland » dont parle Brubaker (1996) – et le maintien d'une position sociale autrefois privilégiée. Par exemple, à l'époque soviétique, conformément aux politiques linguistiques en vigueur, les russophones n'étaient pas tenus d'apprendre la langue de la population locale, dénommée alors « moldave », alors que les roumanophones étaient obligés d'utiliser le russe dans presque tous les domaines socio-professionnels (Cașu, 2000 ; Negură 2009). Sur ces bases, le Parti des Communistes proclame l'appartenance de la majorité à une nation moldave, différente de la nation roumaine, mais qui se veut inclusive, une « maison commune moldave » ouverte aux minorités, selon l'expression utilisée par le Président Mircea Snegur lors du Congrès « Notre Maison – La République de Moldavie » qu'il a organisé en mars 1994. Cette définition s'inspire du « moldovénisme », un concept soviétique

6. Les personnes interrogées ont déclaré leur appartenance ethnique comme suit : Moldaves : 56,82 %, Roumains : 23,18 %, Ukrainiens : 7,62 %, Russes : 5,46 %, Gagaouzes : 3,89 %, Bulgares : 1,64 %, autres : 1,39 %. Pour les recensements de 2004 et 2014, voir le Bureau national de la Statistique).

qui, en faisant une distinction entre la nation moldave et sa voisine roumaine, a pu dès 1924 justifier la création de la République autonome socialiste soviétique moldave (RASSM) sur les territoires de l'actuelle Transnistrie et de la République fédérée d'Ukraine. En s'appuyant sur la présence de populations moldaves en Transnistrie, un tel discours permettait non seulement de réunir la Bessarabie et la Transnistrie, mais encore de justifier son retour dans le giron soviétique, déstabilisant la Roumanie, considérée comme un État « bourgeois » (King, 1999, p.55 ; Fruntașu, 2002, pp.146-147 ; Cașu, 2000, p.40 ; Negură 2009, pp. 47-50 ; Dumitru & Negură (eds.), 2014). À l'inverse, les nouveaux partis au pouvoir depuis 2009 sont supposés renverser cette vision en prônant l'appartenance ethnique des Moldaves à la nation roumaine et en réservant aux autres groupes ethniques ou linguistiques une place secondaire de minorités parmi d'autres. La séparation entre les deux nations, moldave et roumaine, est donc, selon ces « roumanistes », artificielle et toutes les mesures nationalisantes prises par le gouvernement communistes, destinées principalement à asseoir l'existence d'une langue officielle, d'une histoire nationale et d'une culture définies comme « moldaves » et non « roumaines », ont été critiquées durement par l'opposition. Par exemple, la *Conception de la Politique nationale de la République de Moldavie*, – recueil de directives adopté au Parlement sous forme de loi en décembre 2003 et destiné à organiser l'entente entre majorité et minorité du pays⁷ – a déclenché la controverse en faisant des « Roumains » une minorité nationale, tandis que les « Moldaves » y ont été présentés comme la « nationalité fondatrice ». De même, depuis que les anciens partis de l'opposition sont au pouvoir, toutes les nouvelles mesures nationalisantes (Brubaker, 1996), destinées à asseoir une nouvelle vision de la nation, sont amplement critiquées par l'opposition communiste. En outre, le pays ne semble plus sortir de discussions et affrontements interminables quant au contenu des manuels d'histoire ou des drapeaux à mettre devant les institutions publiques du pays (Danero Iglesias, 2012). Tant le parti des « communistes » que ceux dits « démocrates » – appellations conventionnelles de partis politiques qui se définissent plutôt par leur orientation géopolitique que par leur doctrine à proprement parler (Parmentier 2015) – proposent

7. La Conception de la Politique nationale de la République de Moldavie a été adoptée le 19 décembre 2003 (et rectifiée le 12 janvier 2004) par le Parlement de la RM à titre de loi organique. Voir : <http://lex.justice.md/md/312846/>.

finale des projets nationaux encore fortement tributaires d'une définition ethnique et primordialiste de la nation (Solonari, 2002 ; Ihrig, 2007 ; Danero Iglesias, 2013) et envisagent moins un projet « civique », capable de rapprocher la majorité des minorités et d'instaurer une nouvelle solidarité citoyenne.

3. VERS L'EUROPE OU LA RUSSIE ?

L'hésitation moldave entre deux modèles de « nation », présentés l'un comme ethnocentrique et l'autre comme civique, se reflète dans les relations internationales d'un pays qui a longtemps prôné la neutralité, se rapprochant tant de l'Union européenne que de la Fédération de Russie. La politique extérieure des dix premières années de l'indépendance a été celle d'un « non-alignement » (Buduru & Popa, 2006, pp. 178-179) conçu comme le seul moyen d'apaiser le conflit transnistrien. Depuis le milieu des années 2000, l'ensemble des acteurs politiques en présence prônent un rapprochement du pays avec l'Union européenne, auquel le parti des communistes a néanmoins ajouté un partenariat stratégique avec la Fédération de Russie. Celui-ci est désapprouvé notamment par le Parti libéral (qui a participé à l'alliance au pouvoir en 2009-2014), tandis que d'autres partis désormais au gouvernement plaident pour des relations pragmatiques avec le grand voisin de l'Est. Les nouvelles autorités moldaves doivent en effet composer, dans un contexte de forte dépendance économique et énergétique, avec le géant russe, qui possède par ailleurs certaines des clefs de résolution du conflit entraîné par la sécession de la Transnistrie, conflit gelé depuis 1992 et qui a grevé la transition moldave. Le récent embargo russe sur les vins moldaves, entré en vigueur en septembre 2013 et qualifié par le président Nicolae Timofti de « geste inamical, non chrétien et non fraternel », suivi de l'ouverture des marchés européens à ces mêmes vins par la Commission européenne illustrent bien le jeu dans lequel se trouvent impliquées les autorités moldaves actuelles.

Face au découragement de la population moldave envers une éventuelle intégration européenne perçue comme de moins en moins probable, l'Union douanière Russie-Belarus-Kazakhstan (et l'Union eurasiatique, un projet encore en gestation actuellement) semble être une alternative de plus en plus attractive et crédible pour le commun des Moldaves. Selon un sondage réalisé en novembre 2014 sur commande

de l'Institut des politiques publiques de Chişinău, si un référendum concernant l'adhésion de la Moldavie à l'Union européenne ou l'Union douanière était organisé, 44 % des Moldaves voteraient pour et 35 % contre l'adhésion de la République de Moldavie à l'Union européenne, alors qu'ils seraient 47 % à voter pour l'adhésion de leur pays à l'Union douanière Russie-Belarus-Kazakhstan et 29 % se prononceraient contre une telle éventualité⁸.

4. COMPRENDRE LA MOLDAVIE DANS SA COMPLEXITÉ

Le numéro s'ouvre sur un article consacré à la question de la succession des partis politiques au pouvoir depuis l'indépendance de la Moldavie en 1991. Snejana Sulima fait ressortir la façon dont les élites politiques ont joué avec, voire manipulé, à plusieurs reprises le code électoral du pays pour se maintenir au pouvoir ou y accéder. Se penchant sur le système électoral moldave et ses diverses modifications, l'auteure observe les dynamiques difficiles de la transformation politique en Europe orientale et souligne qu'une attention particulière portée aux acteurs politiques – tant aux élites qu'aux électeurs en tant que sujet politique – est requise si l'on veut comprendre en profondeur les développements politiques à l'est de l'Europe.

Dans sa contribution de facture historique, Dorina Roşca analyse, à partir de deux enquêtes de terrains, les inégalités socio-économiques moldaves au sein de la société socialiste à l'époque de l'URSS. Elle contribue à la compréhension du système de distribution socialiste de type soviétique en montrant comment ce système a réellement fonctionné, grâce notamment aux pratiques informelles.

Dans une perspective de politique étrangère, Dragoş Dragoman décrypte comment l'affrontement entre l'Est et l'Ouest se reflète dans les opinions des citoyens moldaves. Il montre que certains acteurs de la société moldave, déçus par la « démocratie libérale » et l'« économie de marché », cherchent d'autres projets que celui de l'intégration

8. *Barometrul opiniei publice. Republica Moldova: octombrie-noiembrie 2014* (Baromètre d'opinion publique. République de Moldavie : octobre-novembre 2014), réalisé par le Centre d'Analyses et d'Investigations Sociologiques, Politologiques et Psychologiques CIVIS : http://www.ipp.md/public/files/Barometru/Brosura_BOP_11.2014_prima_parte-r.pdf.

européenne, voyant dans une nouvelle forme d'Union soviétique une solution aux problèmes économiques et sociaux dans lesquels ils se trouvent.

Julien Danero Iglesias et Cristina Stănculescu analysent, à partir d'entretiens et de focus-groupes, les discours des habitants de Cahul, troisième ville de la République de Moldavie à la frontière de l'Union européenne, sur la migration et montrent comment ceux-ci s'articulent avec les représentations qu'ils se font de leur pays et de sa situation actuelle.

Dans un contexte politique, économique et social troublé, Elsa Tulmets et Laure Delcour se concentrent sur les rapports entre la Moldavie et l'Union européenne par l'intermédiaire de la politique de voisinage. De manière systématique, elles décrivent les étapes du développement de la relation entre l'Union européenne et la Moldavie, en discutant des problèmes majeurs rencontrés et en mettant en évidence l'importance de l'UE en vue de la transformation politique de la Moldavie.

Proposant un détour par des itinéraires touristiques, Eva Posch étudie comment l'histoire est conçue et représentée dans les documents touristiques du pays, revenant sur les choix historiographiques opérés en fonction du message que les concepteurs de ces documents veulent faire passer. L'article examine les processus par lesquels les identités historiques sont fabriquées et répondent aux impératifs de la transformation économique.

Wim Van Meurs, quant à lui, se penche sur la littérature académique en interrogeant la façon dont les problèmes identitaires en Moldavie ont été abordés. Après avoir constaté la domination du modèle « constructiviste » dans les travaux sur le nationalisme dans ce pays, il souligne que la dernière génération des chercheurs qui se sont consacrés à l'étude des manifestations ethno-nationales en Moldavie a le mérite de prendre en compte une perspective « par le bas » de la « construction nationale ».

Ce dossier offre ainsi de multiples regards sur les transformations intervenues en Moldavie, de la fin de la période soviétique au début des années 2010. Le recul historique dont disposent les chercheurs leur offre des possibilités nouvelles de compréhension et d'interprétation des évolutions complexes et des trajectoires souvent contradictoires qui

travaillent la Moldavie indépendante, et au-delà, les sociétés de l'espace post-soviétique et européen en général.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON E. (2007), « Formarea patrioților sau a cetățenilor democrați. Predarea istoriei și provocările sistemului educațional pentru cetățenie în Republica Moldova », in M. Heintz (ed.), *Stat slab, cetățenie incertă. Studii despre Republica Moldova*, Bucarest : Curtea Veche, pp.215-230.
- BOȚAN I. (2014, 1er décembre), « Avem aceleași componente, știm moravurile acestor lideri », *Europa Liberă*, <http://www.platzforma.md/igor-botan-avem-aceleasi-componente-stim-moravurile-acestor-lideri/>.
- BRUBAKER R. (1996), *Nationalism Reframed. Nationhood and the national question in the New Europe*, Cambridge : Cambridge University Press.
- BRUNNBAUER U. & GRANDITS H. (ed.) (2013), *The Ambiguous Nation. Case Studies from Southeastern Europe in the 20th Century*, Munich: Oldenbourg Wissenschaftsverlag.
- BUDEN B. (2009), *Zone des Übergangs. Vom Ende des Postkommunismus*, Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- BUDURU, B. & POPA D. (2006), « Moldova : Country at a Crossroads », *Transitions*, XLV/2 : « La Moldavie entre deux mondes ? », J.-M. De Waele & C. Zgureanu-Guragata (coord.), pp.171-190.
- CAȘU I. (2000), « *Politică națională* » în *Moldova Sovietică. 1944-1989*, Chișinău : Cartdidact.
- CAZACU M. & N. TRIFON (2010), *Un État en quête de nation. La République de Moldavie*, Paris : Non Lieu.
- CIUBOTARU A. (ed.) (2000), *Twitter Revolution. Episode One: Moldova*, Chișinău: Arc.
- COSTIN D. & ANDGULADZE M. (2012), *Transparența proprietății mass-media în Republica Moldova*, Chișinău: Centre de Journalisme Indépendant, Chișinău, <http://ijc.md/Publicatii/stu->

- dii_mlu/Transparena%20proprietatii%20mass%20media%20in%20Republica%20Moldova.pdf.
- DANERO Iglesias J. (2012, 10 septembre), « Moldavie : La crise politique en cache une autre », *P@ges Europe*, La Documentation française, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000598-moldavie.-la-crise-politique-en-cache-une-autre-par-julien-danero-iglesias/article>.
- DANERO Iglesias J. (2014), *Nationalisme et pouvoir en République de Moldavie*, Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles.
- DOBRY M. (2009), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris : Presses de Sciences Po.
- DUMITRU D. & NEGURA P. (eds.) (2014), « Moldova: A Borderland's Fluid History », *Euxeinos. Governance and Culture in the Black Sea Region*, 15-16.
- DUNGACIU D. (2009), *Cine suntem noi ?*, Chișinău : Cartier.
- Freedom House (2013), Moldova. Nations in Transit, <https://freedom-house.org/report/nations-transit/2013/moldova>.
- FRUNTAȘU I. (2002), *O istorie etnopolitică a Basarabiei (1812-2002)*, Chișinău: Cartier.
- HENRY V. (2012, 1er juin), « Moldavie: La fin d'une longue crise politique? », *Regard sur l'Est*, http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1316&PHPSESSID=.
- HENRY V. (2015, 4 février), « Moldavie : L'étrange coalition », *Regard sur l'Est*, http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1578&PHPSESSID=0f884b0e5ff26a2eaa323c0a38f70c00.
- IHRIG S., « Discursul (ne)civic si nemulțumirile exprimate de el », in M. Heintz (ed.), M. Heintz (coord.), in M. HEINTZ (ed.), *Stat slab, cetățenie incertă. Studii despre Republica Moldova*, Bucarest : Curtea Veche, pp.215-230.pp.191-214.
- KING C. (2000), *The Moldovans. Romania, Russia and the Politics of Culture*, Stanford: Hoover Institution Press.
- LEDENEVA A. (2006), *How Russia Really Works. The Informal Practices that Shaped Post-Soviet Politics and Business*, Ithaca : Cornell University Press.

- LEDENEVA A. (1998), *Russia's Economy of Favours. Blat, Networking and Informal Exchange*, Cambridge : Cambridge University Press.
- NEGURA P. (2009), *Ni héros, ni traîtres. Les écrivains moldaves face au pouvoir soviétique sous Staline*, Paris: L'Harmattan.
- PARMENTIER F. (2003), *La Moldavie à la croisée des chemins*, Paris : Universitoo.
- PARMENTIER F. (2015, 13 janvier), « Où en est la gauche moldave ? Retour sur les élections de novembre 2014 », *EuroCité*, <http://www.eurocite.eu/en-gauche-moldave-retour-les-elections-novembre-2014/>.
- SOLONARI V. (2002), « Narrative, Identity, State : History Teaching in Moldova », *East European Politics & Societies*, 16/2, 414-445.
- SPRANCEANA V. & NEGURA P., « Alegerile din 30 noiembrie. Starea de fapt », *Platzforma.md*, <http://www.platzforma.md/alegerile-din-30-noiembrie-starea-de-fapt/>.
- Statistica Moldovei (2014), *Recensământul populației și al locuințelor din Republica Moldova, 12-25 mai 2014* (Recensement de la population et de l'habitat en République de Moldavie, 12-25 mai 2014), Biroul național de Statistică ; <http://www.statistica.md/pageview.php?l=ro&idc=479>
- Statistica Moldovei (2004), *Recensământul populației 2004* (Recensement de la population 2004), Biroul național de Statistică ; <http://www.statistica.md/pageview.php?l=ro&idc=295>
- VERDERY K. (1996), *What Was Socialism, and What Comes Next?*, Princeton : Princeton University Press.
- ZDANIUK B. (2013, 1^{er} juin), « Moldavie: Le déclin d'une coalition pro-européenne », *Regard sur l'Est*, http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1406.